

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

L'OCCIDENT FACE À LA CHINE : UNE DÉFAITE ?

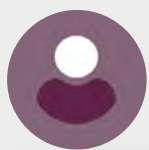
Entretien réalisé par Emmanuel Lincot, sinologue, directeur de recherche à l'IRIS avec

Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de « Chine, la défaite de l'Occident » (L'Aube, 2026)

Septembre 2026



ENTRETIEN AVEC



Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de « Chine, la défaite de l'Occident » (L'Aube, 2026)



Pierre-Antoine Donnet est ancien rédacteur en chef central de l'Agence France-Presse et correspondant à Pékin, Tokyo et New York. Il est un expert reconnu de la Chine.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

EMMANUEL LINCOT : En quoi la Chine représente-t-elle comme vous l'affirmez un danger mortel et imminent pour l'industrie européenne et quelles en seraient les conséquences ?

PIERRE-ANTOINE DONNET : Après le premier choc chinois des années 2000, lorsqu'un véritable tsunami de marchandises chinoises s'est déversé sur les marchés occidentaux à la suite de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier 2001, un « deuxième choc chinois » ou « choc chinois 2.0 » a déjà commencé, la première cible étant le secteur automobile. Je prends l'exemple de l'Allemagne qui a perdu 420 000 emplois industriels entre 2019 et 2025. Depuis les années 1970, tous les chanceliers allemands avaient parié sur la Chine et son marché qui donnait l'image trompeuse d'un eldorado infini. Volkswagen avait été l'un des précurseurs des délocalisations des majors de l'industrie européenne en Chine dans les années 70 et je me souviens très bien de ces Passat Volkswagen qui circulaient dans les rues de Pékin, prisées des cadres du Parti et de la haute administration, qui représentaient l'essentiel des voitures que l'on pouvait voir dans la capitale. Aujourd'hui, ce pari chinois est largement perdu avec l'exemple le plus frappant de Volkswagen pour qui le marché chinois a longtemps été son premier marché mondial, avant même son marché domestique allemand. Le patron de Volkswagen, Oliver Blume, a publiquement annoncé en juillet la suppression de 100 000 emplois sur ses 660 000 employés dans le monde d'ici 2030, du fait principalement de la concurrence des véhicules électriques chinois. Déjà, ceux-ci envahissent les marchés mondiaux à des prix au moins 35 % moins chers que ceux de leurs concurrentes occidentales à qualité égale ou supérieure. La Chine compte près de 230 constructeurs automobiles employant 1,3 million d'ouvriers qui se livrent une concurrence acharnée pour survivre en réduisant au maximum les coûts de production de même que leurs marges. Les usines du géant BYD sont pour certaines presque entièrement robotisées et fonctionnent la nuit presque sans présence humaine. BYD construit en ce moment une méga-usine en Hongrie qui produira, à partir de la fin de cette année, des centaines de milliers de véhicules électriques par an sans craindre les sanctions commerciales ou les droits de douane puisque sa production sera localisée sur le sol de l'Union européenne. Pourquoi ce raz-de-marée ? On le sait, depuis son arrivée au pouvoir en 2012, le président chinois Xi Jinping donne à la stabilité politique la priorité absolue sur l'économie. Mais comme la demande intérieure en Chine stagne depuis quelques années avec une hausse du chômage importante dont surtout celui des jeunes, l'économie s'essouffle au point que le doute s'installe et avec lui la consommation intérieure qui stagne. En période d'insécurité ou de doute, traditionnellement les Chinois épargnent pour faire face à de possibles lendemains difficiles. De ce fait, la surproduction industrielle est énorme en Chine et ne peut trouver de débouchés que sur les marchés extérieurs en exportant à prix cassés et en inondant les marchés mondiaux. La Chine

est engagée dans un cercle vicieux où le régime doit absolument garantir un certain seuil de prospérité à sa population au risque sinon d'une instabilité sociale qu'il redoute. C'est là son « mandat du ciel » non écrit conclu avec la population : vous nous laissez conduire les affaires du pays en échange d'une prospérité minimale. Produire et exporter, même à perte, est de ce fait une nécessité absolue. Autre élément essentiel : l'industrie chinoise est nettement favorisée du fait de subventions et autres aides de l'État qui, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), permettent aux entreprises chinoises de disposer d'un avantage compétitif de 30 à 40 % sur les produits occidentaux. Par ailleurs, la monnaie chinoise, le Yuan ou *renminbi*, est sciemment dévalué de 20 à 30 % selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI). Enfin, la main-d'œuvre chinoise est notoirement sous-payée. Ces avantages clés font partie de la « guerre économique » que nous livre la Chine sur des bases de ce fait parfaitement déloyales. L'un des résultats en a été pour la Chine de pouvoir dégager en 2025 un excédent record dans son histoire de 1 100 milliards de dollars, en dépit de la politique menée par Donald Trump des sanctions commerciales et des droits de douane exorbitants qui s'est donc révélée inopérante et même contre-productive pour les Américains.

Dans votre dernier ouvrage, aussi synthétique qu'incisif, vous insistez sur le fait que le budget de la défense chinois est le deuxième au monde. « La Chine comble à grande allure, écrivez-vous, son retard sur les États-Unis » (p.19). Quels sont les domaines où la progression chinoise en la matière pourrait s'avérer aussi préoccupante qu'irréversible ?

La Chine, comme tout autre pays, a pris en compte le fait que la puissance économique, industrielle, politique et idéologique ne peut croître sans une puissance militaire à sa mesure. Longtemps basé sur la crainte du Parti communiste chinois (PCC) d'un encerclement par des puissances hostiles, ce rattrapage militaire sur les États-Unis répond aujourd'hui à un nouvel esprit de conquête que l'on voit à l'œuvre dans la militarisation accélérée ces dernières années de la mer de Chine du Sud sur laquelle Pékin affirme sa souveraineté. L'un des objectifs prioritaires de cet esprit de conquête est Taïwan. Le régime communiste chinois a pour objectif d'afficher dans les années à venir un tel dispositif militaire qu'il rendrait toute intervention étrangère (celle des États-Unis et/ou du Japon) dans la zone de Taïwan extrêmement coûteux, sinon quasiment impossible. Voici pourquoi l'effort est particulièrement visible pour la marine chinoise, qu'elle soit clairement militaire ou pas, y compris donc les unités de garde-côtes et les milices maritimes. L'effort est aussi marqué dans le domaine nucléaire. La Chine dispose selon les experts d'environ 600 têtes nucléaires

opérationnelles et entend porter cet arsenal à 1 000 d'ici 2033, à comparer aux arsenaux russe (4 380 têtes déployées et en stock) et américain (3 708), selon les chiffres de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Vous rappelez que la Chine en 1949 ne représente que 4,5 % du PIB mondial contre 30 % en 1820 (p.30). Elle est en passe de venir aujourd'hui la première puissance économique mondiale. Cette extraordinaire résilience explique-t-elle sinon le soutien tout au moins la résignation de l'opinion à ne pas vouloir opter pour un autre régime que celui de la dictature communiste ?

La Chine ne sera pas avant des années la première puissance économique du monde, si elle y parvient un jour. Mais l'important n'est peut-être pas là. Il est plutôt dans la puissance industrielle chinoise devenue colossale. Celle-ci représente déjà près de 30 % de la production mondiale et pourrait atteindre 50 % voire davantage d'ici 2035 du fait de la simple dynamique engagée. Si les États-Unis sont devenus le pays des avocats, la Chine est celle des ingénieurs. Après avoir d'ores et déjà conquis une situation dominante dans les secteurs de l'automobile, des panneaux photovoltaïques, de certains médicaments et des énergies vertes, l'industrie chinoise se concentre désormais sur les secteurs d'avenir que sont les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle (IA), la fusion nucléaire et la physique quantique. S'agissant des semi-conducteurs, Taïwan mène encore la danse grâce à son géant Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) qui représente à lui tout seul plus de 90 % de la production mondiale des semi-conducteurs de dernière génération, c'est-à-dire gravés à moins de 5 nanomètres. Mais les fabricants chinois s'efforcent de combler leur retard avec l'appui d'ingénieurs transfuges de Taïwan ou d'ailleurs ainsi qu'avec l'acquisition - légale ou non - des techniques de photolithographie les plus avancées qui leur manquent encore. On estime généralement leur retard à quelques années. Dans le domaine de l'IA, l'Europe est quasi-absente alors que la Chine et les États-Unis se livrent une course effrénée pour le leadership mondial dont l'issue est encore incertaine. Il en va de même pour la fusion nucléaire – le graal énergétique du monde de demain – et des méthodes de calculs quantiques. La Chine se positionne également dans l'aviation civile avec son C-919, en grande partie copié sur les Airbus A320 qui, une fois certifiés en Occident, seront vendus bien moins chers pour des performances sensiblement égales. Reste dans ce domaine aux ingénieurs chinois à maîtriser les motorisations où le rattrapage sur les fabricants occidentaux demandera encore de longues années. L'espace est un autre terrain de jeux où se concentrent depuis des années des efforts considérables de la Chine avec des enjeux très élevés dans le domaine militaire.

Cette montée en puissance chinoise est colossale. Dans tous ces domaines, si Pékin parvient à s'assurer une position dominante, voire monopolistique, ce sera pour longtemps. Une génération au moins sinon deux, car renverser une dynamique suppose former des ingénieurs, retrouver une innovation et des savoir-faire perdus, lancer de nouveaux process industriels ainsi que des programmes de fabrication, ouvrir ou rouvrir des usines. Pour l'Europe, l'enjeu majeur dont on ne parle pas assez est de relever ces défis sans tarder ou accepter à terme d'être marginalisée, de perdre des souverainetés industrielles et, par voie de conséquence, d'accepter une vassalité aux conséquences sociales et politiques funestes. Le point de bascule est proche. Après, il sera trop tard.

L'extrême précarité du monde ouvrier chinois est à l'origine, selon vous, de la compétitivité industrielle de la Chine au niveau international. Vous en décrivez la condition en quelques mots : « des salaires bas, pas de véritables syndicats, des retraites quasi inexistantes, un combat permanent pour la vie... (p.33) ». Ce système est-il viable pour le régime ? Comment expliquer, indépendamment du fait qu'il existe un système de surveillance extrêmement sophistiqué et étendu (IA, caméras « intelligentes ») qu'il n'y ait pas de rébellion significative ?

Oui, et il est là pour durer. Ceci pour plusieurs raisons, dont en premier lieu la rémanence du confucianisme dans la société chinoise qui met en avant la collectivité avant l'individualisme de nos sociétés occidentales. La propagande chinoise instrumentalise à longueur de temps ce concept en le comparant avec les excès de l'individualisme occidental qui, selon elle, génère la violence croissante dans les rues de nos villes, les fusillades constantes et endémiques aux États-Unis, le narcotrafic, l'insécurité elle aussi montante. On trouve d'ailleurs là l'acceptation par une grande majorité de la population chinoise de la surveillance extrême, car, traditions aidant, les Chinois favorise la sécurité et redoute le chaos que les médias d'État présentent complaisamment de l'Occident. Le régime chinois de même que l'économie chinoise bénéficient encore – mais pour combien de temps ? – d'une société bien plus résiliente que les nôtres. C'est là une force à ne pas sous-estimer pour le régime comparé aux fragilités inhérentes à toute démocratie.

En dehors de la résistance passive qu'incarne la génération des « tang ping » (ceux qui littéralement restent couchés), qui et comment en Chine se soustraire aux valeurs (travail, famille, patrie » qu'exhorte le régime ?

En effet, la situation que je viens de décrire n'est plus la même pour les jeunes. Le fossé est de plus en plus grand entre la jeunesse chinoise et l'avenir que lui propose le régime communiste. Il s'agit d'un divorce qui n'ira que croissant, car les jeunes, ouverts et informés sur le monde extérieur en dépit de la censure, rêvent d'un monde bien différent de celui de la compétition de tous les instants qui est celui de la Chine d'aujourd'hui. Le Parti en a parfaitement conscience, mais les gérantes au pouvoir ont bien du mal à sortir du cadre très restrictif de l'idéologie officielle pour leur apporter des réponses convaincantes. Pour les rebelles, reste donc et pour longtemps la répression et ses méthodes bien rôdées pour tuer dans l'œuf toute contestation organisée.

Le régime communiste s'oppose radicalement aux valeurs démocratiques et n'hésite pas à le dire haut et fort. Peut-on craindre des ingérences de ses officines et de ses relais d'opinion qu'incarnent des hommes politiques tant de gauche que de droite en France que vous décrivez (p.64) et ce, à l'occasion des prochaines élections présidentielles ?

L'objectif du régime communiste chinois, partagé avec celui de Vladimir Poutine, est de fragiliser au maximum les équilibres politiques dans les démocraties occidentales en semant le doute sur ses fondements mêmes que sont surtout les valeurs universelles. Pour y parvenir, les ingérences sont devenues l'un des outils privilégiés, eux aussi partagés avec Moscou. Cela a été le cas en Roumanie, en Moldavie, en Pologne, en Hongrie ainsi que dans les pays baltes. Nous pouvons nous attendre à des ingérences de plus en plus fortes en France à l'approche de la présidentielle. Ce sera le cas partout où Pékin et Moscou y trouveront un intérêt politique pour diviser, décrédibiliser, faire peur. Les autres cibles sont le Japon, l'un des rares pays en Asie qui ose refuser l'emprise chinoise, de même que la Corée du Sud, les Philippines. En Asie, ces ingérences sont légion depuis des années à Taïwan, cible quotidienne d'innombrables opérations de désinformation pour peser sur l'opinion publique. Les cibles sont en réalité quiconque ose résister à l'emprise chinoise dès lors que son influence est jugée néfaste par Pékin. Cela peut-être un gouvernement, une institution, un parti politique, une personnalité influente, un groupe d'intérêt ou un simple citoyen. Depuis le 1^{er} juillet 2026, la Chine applique une loi qui l'autorise à poursuivre et punir quiconque dans le monde la critique, ceci au nom de « la promotion de l'unité et du progrès » de ses 56 groupes ethniques. En vertu de l'article 63 de ce texte inédit dans le monde adopté le 12 mars 2026 par l'Assemblée nationale

populaire (parlement), Pékin revendique son droit de poursuivre « les organisations et individus situés en dehors du territoire de la République populaire de Chine qui portent atteinte à l'unité nationale et du progrès des nationalités ». Cette loi, voulue et promulguée par le président Xi Jinping, affirme le droit de poursuite sur n'importe quel individu, dans n'importe quel pays, au nom du renforcement de l'unité entre les 56 groupes ethniques reconnus par Pékin. Son champ d'action s'étend explicitement à Hong Kong, Macao, Taïwan et aux communautés chinoises d'outre-mer. Aucune limite de citoyenneté ni de territoire n'est précisée, si bien que concrètement un citoyen français, japonais ou américain pourra être visé par ce texte de loi inique simplement en critiquant publiquement la politique chinoise envers les Ouïghours, les Tibétains ou Taïwan. Le droit interne chinois devient ainsi un outil de pression transnational, y compris contre ceux qui n'ont jamais mis les pieds en Chine. Désormais, relayer un message sur les réseaux sociaux, organiser une collecte de fonds ou simplement mobiliser l'opinion publique en faveur d'une cause jugée « séparatiste » par Pékin peut tomber sous le coup d'une loi. Les experts en droit international relèvent une marge d'interprétation quasiment illimitée par un texte suffisamment vague où l'accusation elle-même tient lieu de preuve. Un précédent inédit dans le monde.

En quoi le scandale du musée Guimet que vous décrivez (p.73) concernant le refus par la direction du musée de mentionner explicitement l'identité tibétaine de certaines de ses collections constitue, selon vous, et pour parler le langage d'un Marc Bloch, une « démission de la pensée » ?

J'y vois une forme caractérisée d'ingérence chinoise en France, l'objectif dans ce cas précis étant d'effacer dans les consciences collectives l'existence même du Tibet et de la remplacer par le narratif officiel du Parti communiste chinois qui est d'affirmer que celui-ci a toujours fait partie de la Chine. Il s'agit donc d'éliminer des faits historiques avérés et abondamment documentés pour les remplacer par une propagande imposante de « faits » imaginaires. Qu'une institution publique comme le musée Guimet puisse en arriver à devenir le relais d'une telle opération de mystification historique et idéologique est un scandale absolu. La direction de ce musée fait actuellement l'objet de poursuites engagées par le cabinet d'avocats William Bourdon par plusieurs organisations tibétaines de France. Nous en attendons le résultat d'ici quelques mois.

Nombre de généraux (He Weidong, He Hongjun et Zhang Youxia, parmi les plus importants) ont été destitués. Est-ce un aveu de faiblesse de Xi Jinping ? La crainte d'un complot fomenté, mais déjoué ? Le symptôme d'une dissension au sein de l'armée ? Comment interprétez-vous cette réalité ?

Du fait de l'opacité extrême du régime chinois, il est difficile d'apporter une réponse précise. J'y vois néanmoins le signe inquiétant d'une paranoïa au sein du régime et de son grand leader Xi Jinping. Décapiter ainsi la Commission militaire centrale et de ce fait le commandement suprême de l'Armée populaire de libération (APL) est sans précédent en Chine depuis la mort de Mao Zedong en 1976. Il rappelle les dernières années sombres du règne de Staline avant son décès en 1953, lorsqu'il voyait des complots partout et écartait avec brutalité ses plus proches fidèles les uns après les autres. À tout le moins, ces limogeages en série témoignent d'une méfiance de plus en plus forte de Xi Jinping à l'encontre, pour certains d'entre eux, de proches alliés dans un passé encore récent. L'absence de dauphin désigné par Xi Jinping, âgé de 73 ans, témoigne, elle aussi, de cette paranoïa qui s'accroît avec les années qui passent. Or il est légitime de s'en inquiéter, car elle est de nature à renforcer encore l'exercice solitaire du pouvoir de Xi Jinping qui, entre autres risques, pourrait le couper des réalités avec comme danger connexe de prendre des décisions hâtives sinon irrationnelles, y compris dans le domaine militaire et géostratégique, là où les conséquences peuvent être catastrophiques pour la Chine et le monde entier.

L'autre enjeu que vous rappelez (p.112) est celui du numérique. Plusieurs programmes permettent de contrôler les flux des personnes, d'en épier les faits et gestes jusqu'à l'élaboration du crédit social et des big datas permettant de générer et stocker désormais 27,8 % des données mondiales en ligne. Qu'est-ce que cette donne peut changer sur le plan géopolitique ? Et notamment pour l'Europe ?

Cet acharnement à surveiller tout un chacun est monstrueux et témoigne, lui aussi, de la paranoïa du régime. Cependant, s'il est globalement accepté en Chine, il sera certainement rejeté en dehors de ses frontières s'il est avéré qu'il en vienne à un contrôle élargi, y compris des populations d'origine chinoise à travers le monde qui seraient probablement les premières cibles. Mais, à ma connaissance, nous n'en sommes pas là.

Pourtant, il existe des défaillances dans ce système de surveillance. Les manifestations de Shanghai de novembre 2022 en appelant à la « démission » de Xi Jinping ou plus récemment, en août 2025, le braquage médiatique spectaculaire projeté sur la façade des gratte-ciels de Chongqing, exhortant les Chinois à sortir de leur torpeur et de leur servitude. Cette hypertechnicité de la société ne risque-t-elle pas de se retourner à terme contre le régime ?

Il n'a jamais existé de régime totalitaire absolu qui soit parfait sans qu'il n'existe pas de trous dans la raquette. Là encore, la jeunesse chinoise est différente de ses aînés et n'en viendra vraisemblablement pas à s'agenouiller devant le Parti comme l'on fait les générations précédentes. Que le régime le veuille ou non, en dépit de la censure et de la propagande omniprésente, les changements sociaux sont inévitables et irrémédiables. La Chine est connectée sur le monde extérieur. J'ai tendance à penser que la nature humaine est la même partout et qu'ainsi, les aspirations et les rêves de la jeunesse chinoise auront inévitablement tendance à rejoindre et même épouser ceux des jeunes ailleurs sur cette planète. Nous avons tous en mémoire ce que la Génération Z est en mesure de faire en Asie contre la corruption, le népotisme et les inégalités avec les exemples récents du Népal, du Bangladesh, du Sri Lanka et, dans une certaine mesure, de la Corée du Sud et de l'Indonésie. Viendra le jour où ce pourrait aussi être le cas de la Chine.

Vous dites en substance qu'une guerre contre Taïwan provoquerait une déflagration systémique dans le monde et qu'en somme la Chine s'avère être un acteur sensiblement dangereux pour l'avenir des Européens que ne l'est la Russie. Pourquoi ?

Une guerre chaude contre Taïwan serait sans nul doute une catastrophe pour le monde entier qui dépasserait par ses conséquences économiques celle que livre la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022. Peu à peu, les gouvernements occidentaux en prennent conscience, au point de témoigner une solidarité nouvelle avec Taïwan qui n'existait pas il y a seulement cinq ans. Une quasi-unanimité se fait jour aujourd'hui au sein du G7 et au-delà dans l'Union européenne pour inviter avec fermeté la Chine à respecter la liberté de navigation ainsi que la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan qui représente la zone de fractures la plus dangereuse du monde. C'est une façon de ne pas accepter le fait accompli des revendications chinoises sur Taïwan et ses eaux territoriales. Les condamnations occidentales se font de plus en plus fortes contre les manœuvres militaires incessantes de l'armée chinoise contre l'île. L'important est de faire savoir à la Chine, sans la provoquer, le coût qui serait le sien en cas d'agression contre Taïwan. C'est là l'un des ressorts vitaux d'une dissuasion efficace.

Quelles conséquences pourrait avoir la chute de Vladimir Poutine pour le régime communiste chinois ?

Le régime chinois bénéficie largement de la guerre en Ukraine, à la fois sur le plan économique, géostratégique et militaire. Pékin a fait de la Russie son vassal bien commode. Si Vladimir Poutine devait perdre ce conflit ou s'il devait un jour être destitué, la diplomatie chinoise serait d'un pragmatisme total : Xi Jinping ne ferait aucune difficulté pour abandonner à son sort son « *plus grand ami* » du jour au lendemain. La Russie est une alliée certes, mais une alliée de circonstances. Rien de plus, rien de moins.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.